

l'Atlantique Nord et qu'il ne fallait pas s'imaginer, du fait que nous étions disposés à établir les meilleures relations possibles avec tous les pays, y compris les deux premiers pays avec les autorités desquels je m'entretenais, que notre intérêt et notre appui concernant l'Organisation et l'Alliance s'en trouvaient amoindris. Il ne serait pas réaliste de s'attendre à une rapide détente, mais des contacts plus nombreux entre l'Est et l'Ouest, comme les visites officielles que je viens de faire, contribueront certainement à la faciliter. Je crois fermement que c'est là le désir des pays que j'ai visités. J'ai fait ressortir que le Canada était convaincu que la République fédérale d'Allemagne, nation amie et alliée, désirait sincèrement améliorer ses relations avec les pays de l'Europe de l'Est et apporter sa contribution à la détente.

Je sais que les députés s'attendent à me voir parler particulièrement de mes discussions sur le Vietnam. J'insisterais d'abord sur le fait que je n'ai pas rapporté de Varsovie et de Moscou une formule magique simple qui permette de terminer la guerre. Il s'agit d'une situation infiniment complexe. Il n'existe pas de formule magique, et c'est un fait que j'ai souligné dans toutes mes conversations.

J'ai exposé les vues du Canada à plusieurs reprises et en détail et, me fondant sur notre connaissance très intime des États-Unis et de sa politique ainsi que sur notre amitié constante pour ce pays, j'ai expliqué vigoureusement pourquoi certaines propositions simplifiées qu'on met parfois de l'avant pour mettre fin à la guerre ne constituaient pas le moyen le plus réaliste de favoriser un règlement, et cela bien indépendamment de ce que l'on pourrait penser du fonds même de la question. Je parle, il va sans dire, de cette thèse proposant une décision unilatérale pour mettre fin sans conditions et pour de bon au bombardement du Vietnam du Nord, sans aucune indication de ce que l'autre partie pourrait faire à son tour pour déclencher la désescalade du conflit ou amorcer des négociations.

On a dit que le Canada pourrait exercer son influence, faire entendre sa voix afin d'obtenir que cessent les bombardements. J'ai signalé qu'il incombait non seulement au Canada mais à tous les pays de faire tout leur possible auprès des pays avec lesquels ils entretiennent des rapports spéciaux afin de jeter au moins les bases de négociations préliminaires.

● (3.30 p.m.)

J'ai signalé en détail aux chefs polonais et soviétiques ce que le Canada pense du rôle que pourrait jouer la Commission du Vietnam et certaines suggestions sur les mesures à prendre pour nous éloigner d'une solution militaire et nous mener vers un règlement politique. On a écouté avec beaucoup d'atten-

tion ce que nous avions à dire. Je suis sûr que nos vues seront examinées avec soin à Varsovie et à Moscou, tout comme nous étudierons sérieusement les positions qu'ils ont prises, et j'ose croire que cela en soi constituera un modeste apport dans le sens d'une solution. Je ne puis dire que j'ai perçu la possibilité d'un changement immédiat d'opinion chez ces deux puissances communistes dont les intérêts sont si profondément engagés dans la question du Vietnam. Mais je suis convaincu qu'elles souhaitent un règlement pacifique, à cause, entre autres motifs, du bon effet que cela aurait sur les relations générales entre l'Est et l'Ouest. C'est ainsi que, malgré nos profondes divergences, il semble exister un commun désir de voir cesser le conflit.

Nos entretiens les plus détaillés ont porté sur le Vietnam. J'ai exposé l'objectif que suivait le gouvernement canadien par l'entremise de la Commission et les autres efforts qui avaient été déployés pour assurer la paix. J'ai écouté les réactions, surtout celles du gouvernement de Pologne, sur la façon dont le Canada envisage le rôle de cette commission.

Je n'étais jamais allé en Pologne et en Union soviétique. Je dois dire que, même après cette brève visite, je perçois plus clairement les forces qui entrent dans l'élaboration des politiques de leurs gouvernements. J'ai vu la reconstruction de la ville historique de Varsovie qui avait été si affreusement marquée par la guerre. J'ai vu l'ancienne Cracovie et l'horreur qu'a été Auschwitz, maintenant témoin silencieux du massacre de plusieurs millions de Juifs.

J'ai vu Moscou, vibrante capitale d'un des deux plus puissants pays sur terre. J'ai vu Leningrad, oeuvre de Pierre le Grand, qui a perdu près d'un million d'habitants pendant un siège de guerre de 900 jours. A cause du mauvais temps, je n'ai pu visiter Kiev, capitale historique de l'Ukraine.

En visitant tous ces endroits et en conversant avec les gens, j'ai pu confirmer l'idée que je m'étais faite sur ce qui se passe en Europe orientale—et il y a assurément une évolution en marche. Mes pensées se sont aussi tournées instinctivement vers les centaines de milliers de personnes au Canada d'ascendances polonaise, ukrainienne et russe. J'ai compris leur amour pour les pays de leurs ancêtres et j'ai mieux compris les sources des contributions remarquables qu'ils ont apportées au Canada.

Lors de la visite de l'archevêque de Cantorbéry à Ottawa il y a quelques semaines, j'ai eu l'occasion de discuter avec lui, comme je l'ai fait avec d'autres grands chefs religieux, le rôle important que peuvent jouer ces dirigeants d'organismes d'importance primordiale dans le monde. J'ai été très honoré d'être reçu à Rome en audience par Sa Sainteté le Pape.